

Envoyé en préfecture le 23/09/2022

Reçu en préfecture le 23/09/2022

Affiché le 23/09/2022

ID : 052-215200403-20220923-DEC2022\_89-AR



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DE LA HAUTE MARNE  
ARRONDISSEMENT DE LANGRES  
MAIRIE DE BOURBONNE LES BAINS (52400)  
☎ 03 25 90 14 80  
✉ [mairie.de.bourbonne@orange.fr](mailto:mairie.de.bourbonne@orange.fr)

2022/DEC/ 89

## Droit de préemption au 9 rue de la Chavanne à Bourbonne les Bains

Le Maire de la Commune de BOURBONNE LES BAINS

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*VU le Code de l'Urbanisme,*

*VU la délibération n°2020/7 « Délégations d'attribution du Conseil Municipal au Maire – alinéa n°15 » du 09 juin 2020,*

*VU la délibération n°2019\_018 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Savoir-Faire en date du 21 février 2019,*

*VU la DIA n°05206022B0065 reçue le 21 septembre 2022 à la Commune de Bourbonne les Bains émanant de Maître Nathalie KOCH pour la vente de la parcelle cadastrée section AH 515,*

*CONSIDÉRANT qu'aucun projet n'est envisagé par la Commune sur cette parcelle. Il n'est pas nécessaire de préempter cette dernière,*

### DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup>:** Il est décidé de ne pas préempter la vente de la parcelle cadastrée section AH 515 – 9 rue de la Chavanne à Bourbonne les Bains pour un montant de 85 000.00 €.

**Article 2 :** Le Maire de la Commune de Bourbonne les Bains est chargé de l'exécution de la présente décision.

**Article 3 :** Il sera rendu compte de cette décision au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance et publiée.

Envoyé en préfecture le 23/09/2022

Reçu en préfecture le 23/09/2022

Affiché le 23/09/2022

ID : 052-215200403-20220923-DEC2022\_89-AR

Copie de la présente décision adressée à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langres

- Maître Nathalie KOCH

- La DDFIP des Vosges

A Bourbonne les Bains,  
le 23 septembre 2022

Le Maire par délégation du Conseil Municipal,

Monsieur André NOIROT



Le Maire de la Commune de Bourbonne les Bains certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa transmission et/ou de sa notification et publication